

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU GYMNASSE DE FLERS ET DE SES EQUIPEMENTS (Collège Sévigné)

ENTRE

La commune de Flers ci-après dénommée « propriétaire de l'ouvrage » représentée par son Maire en exercice, M. Yves GOASDOUE, et agissant en vertu de la délibération du,

Le Département de l'Orne représenté par son Président, Christophe de Balorre, agissant pour le compte du Département en exécution de la délibération du 28 juin 2024, ci-après désigné « collectivité de rattachement »,

et le collège « Sévigné » de Flers représenté par son principal, M. Dylan MAILLARD TURCK, ci-après désigné « l'utilisateur »,

Il a été convenu ce qui suit :

VU la loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation et notamment son article L 212-15 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles 2121-1 et suivants ;

VU la délibération du conseil municipal en date du

VU la délibération du conseil général en date du 22 novembre 2004 fixant la participation financière du département au fonctionnement des gymnases utilisés par les collégiens,

VU la décision de la commission permanente du 28 JUIN 2024 approuvant la convention de mise à disposition de gymnase en faveur des collégiens,

VU la décision du conseil d'administration de l'établissement scolaire du D.A. 2024 autorisant M. le principal à signer la présente convention,

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques du propriétaire du gymnase de Flers, du collège « Sévigné » de Flers qui l'utilise et du Département de l'Orne, collectivité de rattachement de l'établissement.

ARTICLE 5 : USAGE DES LOCAUX

Le collège prend les locaux et équipements dans leur état actuel, déclarant avoir entière connaissance de leurs caractéristiques.

Préalablement à l'utilisation des locaux et des équipements, l'utilisateur prend connaissance des consignes de sécurité et des consignes particulières qui s'y rattachent ainsi qu'elles apparaissent aux différents règlements (règlement intérieur, d'utilisation ...) et s'engage à les appliquer.

Le collège :

- veille à user conformément à leur destination les locaux ;
- s'engage à prendre soin des locaux et du matériel confiés étant entendu que les dégradations inhérentes à ses faits devront faire l'objet d'une remise en état à ses frais exclusifs ;
- doit tenir compte des consignes de sécurité que la commune ou son personnel pourrait être amené à lui formuler ;
- assure l'installation et le rangement des matériels et équipements utilisés durant le créneau horaire autorisé ;
- doit signaler au propriétaire de l'ouvrage toutes détériorations ou défauts constatés ;
- ne pourra en aucun cas concéder à un tiers l'utilisation des locaux qui lui sont attribués ;
- s'engage à ne laisser pénétrer dans les locaux susvisés aucune personne étrangère à ses activités.

ARTICLE 6 : PANDEMIE

En cas de pandémie, les professeurs et élèves devront respecter les consignes gouvernementales spécifiques pour lutte contre celle-ci ou les directives propres du gestionnaire du gymnase.

ARTICLE 7 : MODALITES D'APPLICATION

En cas de modification des modalités financières, un avenant pourra être conclu entre l'ensemble des parties.

ARTICLE 8 : RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Les activités de l'utilisateur se feront sous son entière responsabilité. La responsabilité du propriétaire de l'ouvrage ne pourra être recherchée en cas de pratique libre d'activités non encadrées, ainsi que dans le cas d'utilisation des locaux et des matériels non prévus par la présente convention.

En cas d'accident, la responsabilité du propriétaire de l'ouvrage ne saurait être invoquée que pour un défaut de maintenance des seuls et uniques installations ou matériels dont il a la garde.

Le collège contracte toutes les polices d'assurance liées à son activité. Il doit par ailleurs contracter une assurance « biens confiés » dans le cadre de sa responsabilité civile pour le mobilier et le matériel mis à sa disposition dans le cadre de la présente convention par le propriétaire de l'ouvrage.

L'utilisateur devra également assurer sa responsabilité d'occupant telle que définie aux articles 1302, 1732, 1733, 1734 et 1735 du Code Civil.

Toutefois, sous réserve que l'utilisateur et son assureur déclarent renoncer au recours qu'ils pourraient être fondés à exercer contre le propriétaire de l'ouvrage et son assureur, par application des articles 1719 et 1721 du Code Civil, ces derniers déclarent renoncer réciproquement au recours qu'ils pourraient être fondés à exercer contre eux par application des articles 1302, 1732, 1733, 1734 et 1735 du Code précité.

L'utilisateur fournira à ce titre chaque année au propriétaire de l'ouvrage une copie des polices d'assurances correspondantes avec, le cas échéant, une clause stipulant la renonciation à recours visée ci-dessus et ce, avant la première utilisation.

ARTICLE 9 : INCESSIBILITE DES DROITS

La présente convention est conclue intuitu personae, la collectivité de rattachement ne peut céder les droits en résultant à qui que ce soit (interdiction de sous-louer les lieux par exemple).

ARTICLE 10 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 1 an à compter de sa signature par les différentes parties. Elle sera ensuite renouvelée par reconduction tacite.

Chacune des parties pourra y mettre fin par lettre recommandée avec accusé de réception adressée 3 mois avant l'expiration de sa date d'échéance.

ARTICLE 11 : RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord entre les parties, sans que l'une ou l'autre des parties puisse prétendre à indemnité.

Le Département se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment, à la présente convention, pour un motif d'intérêt général ou en cas de non-respect de l'une des clauses de la présente convention. La résiliation sera effective à la fin du mois suivant la date de réception par la commune de la lettre recommandée avec accusé de réception pour mise en demeure et restée sans effet.

La commune se réserve le droit de résilier la présente convention, en cas de non-respect par le collège des clauses contractuelles ci-dessus définies. La résiliation sera effective à la fin du mois suivant la date de réception par le Département et le collège de la lettre recommandée avec accusé de réception pour mise en demeure et restée sans effet. Le collège ne pourra alors plus utiliser les locaux.

ARTICLE 12 : LITIGES

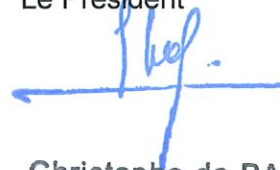
Nonobstant les dispositions de l'article 11 précité, les parties s'engagent à rechercher en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement. En cas d'échec, tout contentieux devra être porté devant le Tribunal administratif de Caen s'agissant d'une convention comportant usage de dépendance du domaine public.

A Flers, le

Pour la commune,
Le Maire

A Alençon, le 26 SEP. 2024

Pour le Département de l'Orne,
Le Président



Christophe de BALORRE

A Flers, le 18.10.24

Pour le collège,
Le Principal



